



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Colomiers, le 26 août 2013

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV5

Affaire suivie par : Hervé GERMAIN
N/Réf. : HG / 2013 / n° 832

Téléphone : 05 61 15 37 50
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : herve.germain
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Demande de renouvellement d'agrément « Véhicules hors d'usage » (VHU).

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT Spécialité Installations Classées pour la Protection de l'Environnement à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Établissement concerné :

- **Société ECO-RECUPERATION (M. BEGUE André)**, 5, Chemin des Pierres Z.A. « le Petit Paradis » 31150 BRUGUIERES
- Agrément V.H.U. n° PR 31 00013 D, SIIIC n° 068-03588 SIREN : 314 536 699;
devenue :
- **SAS COMMINGES METAUX SERVICES (C.M.S.) siège social** 52, route de Saint-Gaudens, 31210 MONTREJEAU Agrément V.H.U. n° PR 31 00006 SIREN : 480 519 032
- Établissement secondaire : **SAS COMMINGES METAUX SERVICES (Enseigne commerciale : ECO-RECUPERATION)** 5, Chemin des Pierres Z.A. « le Petit Paradis » 31150 BRUGUIERES
- Agrément V.H.U. n° PR 31 00032 D (à délivrer), SIIIC n° 068-03588 SIRET : 480 519 032 00027

Par transmission du 12 juillet 2013, Monsieur le Préfet a adressé à nos services, pour examen et avis, la demande d'agrément établie par la Société **SAS COMMINGES METAUX SERVICES (site ECO-RECUPERATION)**, 5, Chemin des Pierres Z.A. « le Petit Paradis » à BRUGUIERES (31150) en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de centre véhicules hors d'usage (VHU)¹.

Cette demande est établie en application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de découpage ou de broyage des VHU.

¹ Centre VHU :

personnes qui assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

1 - RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE L' ÉTABLISSEMENT

Sté ECO-RECUPERATION (M. BEGUE André) à Bruguières

La société ECO-RECUPERATION exploite une activité autorisée par Arrêté Préfectoral d'autorisation délivré le 12 mars 2004 sous la rubrique n° 286 de la nomenclature des installations classées « Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objet en métal et carcasses de voitures hors d'usage, etc...de surface supérieure à 50 m² »: surface totale de 10 500 m² et tonnage annuel limité à 7 620 tonnes.

L'établissement est également réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2007 portant agrément pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (agrément n° PR 31 00013 D). L'agrément a été délivré pour une durée de 6 ans en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

Suite à notre rapport du 20 février 2013, présenté au CODERST le 12 mars 2013, le renouvellement de l'agrément n° PR 3100013 D délivré le 18 janvier 2007 a été acté par arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2013 à la société ECO-RECUPERATION et pour 6 ans, en application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Au vu des éléments transmis par l'exploitant par courriers des 7 juillet 2011 et 30 novembre 2012, considérant les modifications intervenues sur la nomenclature des installations classées (décret du 26 novembre 2012), les activités du site relèvent désormais du classement suivant, acté par une lettre préfectorale du 3 juillet 2013, suite au rapport de l'inspection du 6 juin 2013:

| N° de la rubrique | Installations et activités concernées | Éléments caractéristiques et Volume autorisé | Classement |
|-------------------|---|---|---|
| 2712-1-b | Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 30 000 m ² | Surface maximale de l'installation : 1 500 m ² | Décret n° 2012-1304 du 26/11/2012 E |
| 2713 | Installation de tri, transit, regroupement de métaux et de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux non dangereux 1. la surface autorisée étant de supérieure à 1000 m ² | Surface maximale de l'installation : 6 500 m ² | A |
| 2718 | Installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux dangereux 1. la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t | Quantité maximale de batteries usagées : 9 t | A |
| 2791 | Installation de traitement de déchets non dangereux 2. la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/ | Activité plus exercée | Đ |

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, les installations classées sous la rubrique 2712 ne sont soumises à la constitution de garanties financières que pour une surface supérieure à 1 hectare.

Le site exploite une surface de 1 500 m² et n'est donc pas soumis à la constitution de garanties financières pour cette activité ; par contre l'établissement est susceptible d'être concerné si le montant calculé de celles-ci dépassent le montant de 75 000 € pour les autres rubriques visées (rubriques n° 2713 et 2718).

SAS COMMINGES METAUX SERVICES (site ECO-RECUPERATION) à Bruguières

Concernant le projet de cession d'entreprise (en cours de discussion lors de l'inspection réalisée le 15 février 2013), il a été rappelé à l'exploitant les informations réglementaires portées à sa connaissance à cette occasion, à savoir :

- Au titre de la réglementation ICPE, une déclaration de changement d'exploitant devra être effectuée, si tel est le cas, conformément aux dispositions de l'article R.512-68 du Code de l'Environnement ;

Le changement d'exploitant a été déclaré par courrier du 30 avril 2013. Un récépissé de changement d'exploitant a été délivré le 10 juin 2013 à la Société COMMINGES METAUX SERVICES SARL (CMS).

- Quant à l'agrément VHU, en application des dispositions de l'article R.543-162 du Code de l'Environnement :

« Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R. 515-37. »

Qui indique :

« En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant en informe le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. L'agrément est délivré dans les formes prévues par l'article R.512-31...ou R. 512-46-22. »

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle demande d'agrément doit donc être déposée et instruite avec passage au CODERST et proposition d'un nouvel arrêté complémentaire.

Ces éléments sont rappelés explicitement dans la circulaire du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé, dans son annexe I - Titre I « le contenu du dossier de demande d'agrément ou de demande de renouvellement d'agrément » :

« NB : conformément à l'article R. 515-37 du code de l'environnement, l'agrément est délivré à un exploitant (personne physique ou morale), ce qui implique une nouvelle demande d'agrément en cas de changement d'exploitant. »

C'est l'objet du présent rapport.

2 - EXAMEN DE L'INSPECTION

– L'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage a été abrogé et remplacé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, celui-ci applicable depuis le 1^{er} juillet 2012.

Conformément à l'article 5 du dit arrêté du 2 mai 2012, pour les demandes de renouvellement d'agréments en cours d'instruction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté le 1^{er} juillet 2012, l'agrément antérieur a été prorogé pour une durée de trois mois pendant laquelle l'exploitant doit compléter son dossier en fournissant un dossier complémentaire démontrant qu'il sera en mesure de respecter les prescriptions du nouvel arrêté ministériel dès la délivrance de son nouvel agrément. Ce dossier est notamment composé de :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans cet arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

Les agréments, délivrés en application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, et en cours de validité, sont mis en conformité

avec les dispositions du présent arrêté, par arrêté préfectoral complémentaire, après dépôt d'un dossier complémentaire, dans un délai de dix-huit mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le dossier complémentaire sera composé de :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans le présent arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

Caractère complet du dossier et conformité

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, le dossier de demande d'agrément doit comporter :

- le demandeur étant une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité.

SAS COMMINGES METAUX SERVICES à Montréjeau

Le dossier a été déposé les 2 et 20 janvier 2012 (antérieurement à la date du 1er juillet 2012). Il a été jugé conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (rapport de l'inspection du 4 mai 2012 présenté en CODERST le 25 mai 2012). L'agrément a été renouvelé pour 6 ans par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2012.

Le dossier devra donc être complété avant le 31 décembre 2013 comme indiqué ci-dessus (instruction antérieure au 1er juillet 2012).

Sté ECO-RECUPERATION (M. BEGUE André) à Bruquières

Un dossier a été déposé le 18 juin 2012, puis complété le 30 novembre 2012.

L'attestation annuelle de conformité VHU délivrée le 22 mars 2012 par la société ECOPASS, organisme tiers accrédité, certifie la conformité de l'installation aux exigences de son arrêté préfectoral d'agrément et à celles mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 (abrogé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 depuis le 1^{er} juillet 2012). Aucune non conformité n'a été relevée par l'organisme.

L'agrément a été renouvelé pour 6 ans par arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2013.

Le rapport de l'audit, réalisé par l'éco-organisme ECOPASS (Groupe ECOCERT) le 19 mars 2013, a été transmis à l'inspection le 25 mars 2013.

SAS COMMINGES METAUX SERVICES (site ECO-RECUPERATION) à Bruguières

Le dossier a été déposé le 2 juillet 2013.

Le rapport de l'audit réalisé le 19 mars 2013 joint au dossier fait apparaître 5 non-conformités:

- une non conformité relative à la concentration en hydrocarbures relevées dans les eaux rejetées ;
- les autres portent sur des points du nouveau cahier des charges imposé par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, dispositions applicables à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le nouvel exploitant s'engage :

- à respecter les obligations du cahier des charges imposé par l'arrêté du 2 mai 2012 ;
- à fournir la déclaration des garanties financières avant le 31 décembre 2013 comme défini à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ;
- à mettre en place des actions correctrices et à lever les non-conformités relevées lors du dernier audit réalisé sur le site en mars 2013, au moment du changement d'exploitant.

Il devra également fournir, comme pour son site principal à Montréjeau, et ce avant le 31 décembre 2013 :

- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012.

3 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Après analyse des dossiers de demande d'agrément, l'inspection des installations classées constate que :

- le dossier de demande d'agrément suite au changement d'exploitant est recevable et le nouvel exploitant a ainsi satisfait aux obligations de l'article R. 515-37 du code de l'environnement, de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et de la circulaire du 27 août 2012 ;
- pour l'établissement, l'évaluation de la conformité des sites aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, réalisée par l'organisme tiers, fait état de 5 non conformités, relevant du nouveau cahier des charges applicables au 1^{er} juillet 2013, que l'exploitant s'est engagé à lever.

L'inspection considère qu'un nouvel agrément peut être délivré à la société SAS COMMINGES METAUX SERVICES (site ECO-RECUPERATION) à Bruguières sous le n° PR 31 00032 D (à délivrer), **sous réserve du respect** des engagements pris par l'exploitant le 2 juillet 2013, à savoir :

remise avant le 31 décembre 2013 :

- à respecter les obligations du cahier des charges imposé par l'arrêté du 2 mai 2012 ;
- à lever les non-conformités relevées lors du dernier audit réalisé sur le site en mars 2013 ;
- à fournir la déclaration des garanties financières ;
- à fournir la justification des capacités techniques et financières ;

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral

Par ailleurs, des dispositions sont ajoutées dans le projet d'arrêté préfectoral afin de demander la réalisation d'un prélèvement et d'une analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, d'ici au **31 décembre 2013**, et la réalisation des travaux de mise en conformité, si nécessaire, sous 2 mois

supplémentaires, pour respecter les dispositions relatives à la qualité des effluents rejetés au niveau du(es) déboureur(s)-déshuileur(s) ou séparateur(s) hydrocarbures de leurs sites respectifs.

L'inspection propose donc de donner une suite favorable à cette demande d'agrément suite au changement d'exploitant intervenu pour une période de 6 ans dans le respect des engagements pris par le pétitionnaire.

Des dispositions complémentaires imposées par l'arrêté du 2 mai 2012 doivent être prescrites par arrêté préfectoral complémentaire après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées



Hervé GERMAIN

Vérifié, et validé le 28/8/13
Pour le DREAL et par subdélégation,
L'inspecteur des installations classées



Christine DACHICOURT-COSSART

P.J.:

- projet d'arrêté préfectoral d'agrément de la Société SAS COMMINGES METAUX SERVICES (site ECO-RECUPERATION) à Bruguières